

La gourde s'envole, l'Etat
chancelle

Budget, appréciation de la gourde,
Croissance, perte d'emplois, Wayne
Camard nous livre ses analyses

Entre 20 à 28 gourdes de
profit sur un dollar pour les
maisons de transferts

DevHaïti[©]

Le Magazine du développement

**Quel est le meilleur taux
pour l'économie haïtienne?**



2020 -2030 *Une décennie d'action*

26 Octobre 2020 - N°018

Une production:



Ont contribué à ce numéro:

Acnel LAURENT, Claudie MARSAN, Gérard Junior JEANTY, Hansy MARS, Johnny JOSEPH, Kesner PHAREL, Patrick SAINT-PRÉ, Dieudonné Joachim, Claudine ANDRÉ, Bélonny BIEN-AIMÉ.

Une gourde très forte : politiquement intéressante mais économiquement et financièrement coûteuse

Opinant récemment sur la récente évolution de la gourde haïtienne par rapport au dollar américain, le président de la République d'Haïti s'est félicité pour la forte appréciation de la monnaie locale, précisant que le niveau actuel du cours de cette dernière par rapport à la devise américaine est inférieur à celui enregistré au début de son mandat. Chose assez inédite pour un chef d'État qui, en général, ne commente pas sur la fluctuation des monnaies mais plutôt sur le chômage et l'inflation.

Une telle déclaration d'un président qui a accusé des spéculateurs de vouloir mettre fin à son régime en utilisant le taux de change, indique que le sujet est devenu hautement politique. Les autorités financières et monétaires crient victoire estimant qu'elles ont crevé une bulle spéculative sur le marché local des changes.

Très dépendante des importations pour combler la faiblesse de la production nationale, l'économie haïtienne devrait connaître une diminution des prix des biens provenant de l'extérieur avec le renforcement de la monnaie locale. Ceci faciliterait une baisse des prix des biens importés, non négligeables dans le panier de la ménagère. Avec un taux d'inflation se rapprochant de 25% en fin d'exercice fiscal, le gouvernement s'est retrouvé dans une situation assez difficile pour conserver le faible pouvoir d'achat d'un grand nombre de familles haïtiennes, très affectées par le double choc causé par le phénomène de « peyilock » en 2019 et la pandémie Covid-19 en 2020.

Profitant en fait de la nette appréciation de la gourde par rapport au dollar, les autorités financières ont décidé de modifier à la baisse les prix à la pompe renforçant ainsi son capital politique. A rappeler que selon un décret émis en 1995, le prix à la pompe en Haïti est déterminé par le prix du baril de pétrole brut sur le marché mondial et le taux de change du dollar par rapport à la gourde sur le marché local des changes. La contraction des activités économiques au

niveau mondial, en raison de la pandémie enregistrée en 2020, a provoqué une baisse de la demande pour les produits pétroliers et causé ainsi une diminution des prix sur les marchés internationaux. En remettant le décret en application après une longue pause, le gouvernement essaie de mettre fin à une hémorragie financière, soit 2 milliards de gourdes par mois, selon le ministre de l'Economie et des Finances. Le revers de médaille pour le gouvernement est que la gourde forte pourrait empêcher les autorités fiscales de mobiliser les fonds prévus dans un budget extrêmement ambitieux de plus de 250 milliards de gourdes. La non réalisation de cet objectif mettrait de fortes pressions sur les autorités monétaires pour compenser les recettes fiscales prévues qui ne seront pas collectées. Avec 37 milliards de gourdes de financement prévu par la Banque de la République d'Haïti (BRH), la note pourrait être assez salée pour la Banque centrale si les ressources prévues dans le budget ne se révélaient pas suffisantes. Une gourde forte dans une économie faiblement productive et compétitive, aurait un impact négatif sur les exportations du pays évoluant autour de 1 milliard de dollars américains. Ceci résultera en des pertes d'emplois dans une économie déjà affaiblie par deux chocs consécutifs au cours des deux derniers exercices fiscaux. La gourde forte facilitera, d'autre part, un accroissement des importations dans le pays, ce qui creusera le déficit de la balance commerciale et pourrait ramener des tensions sur le marché local des changes.

La victoire politique pourrait être de courte durée tandis que les coûts économiques seraient assez élevés à moyen terme. Un vrai dialogue entre les différents acteurs politiques, économiques et sociaux s'avère nécessaire pour retrouver une certaine stabilité politique et macroéconomique en vue de réduire l'incertitude et protéger une population récemment victime de deux importants chocs.

La gourde s'envole, l'Etat chancelle

L'appréciation de la gourde par rapport au dollar est en train de défrayer la chronique, tant l'écart entre les deux monnaies se creuse depuis la mi-août. De 120 gourdes environ pour un dollar américain, le billet vert s'achète à environ 62 gourdes. Si les plus humbles saluent cette baisse du taux de change, des esprits avisés y voient une menace pour l'économie à moyen et à long terme. Des milliers d'emplois sont menacés si rien n'est fait. L'équipe au pouvoir enfonce le clou avec un budget ambitieux, mais pour le moins inadéquat face aux exigences du moment. Un analyste qui connaît bien l'économie haïtienne et les couloirs du secteur bancaire jette un coup de projecteur sans complaisance sur la conjoncture.

Notre principal partenaire commercial demeure les États-Unis d'Amérique qui accusent un taux d'inflation de 2 %. Le taux de change aurait dû être dépréciés de 25 %. Un taux de change qui déprécierait à 93 gourdes aurait de l'être à 115 gourdes, mais le taux était à la hausse à 120 gourdes. Puis, la Banque centrale est intervenue pour le ramener à 115 gourdes. « Le taux de change aurait dû être 105 ou 110 gourdes. Mais quand la BRH intervient pour le mettre à 60 ou 62 gourdes, il est clair que ce n'est pas le taux de change qui répond aux fondamentaux de l'économie », a précisé notre expert du milieu bancaire qui est persuadé que les banques ont moins de capacité de spéculation sur le taux de change que le commun des mortels. A ses yeux, le secteur bancaire est le plus transparent de l'économie parce que les portefeuilles des banques sont régulièrement supervisés, audités. En plus, les banques sont lourdement sanctionnées si elles prennent de position de change.

Sur un autre tableau qui concoure au même résultat, le gouvernement doit collecter entre 70 et 75 % de ses recettes qui sont liées directement ou indirectement au taux de change. Deux postes, les revenus douaniers et la taxe sur le chiffre d'affaires (TCA), représentent 56% des revenus de l'Etat haïtien pour l'exercice 2019-2020. A partir des valeurs en douane calculées en dollar multipliées par le taux de change en baisse de moitié, l'Etat va faire face à une baisse considérable de ses recettes.

En effet, les recettes de l'Etat pour l'exercice fiscal précédent étaient de 87 milliards de gourdes. Pour le présent exercice, ces recettes ne devraient pas dépasser les 62 milliards de gourdes à la lumière des considérations liées à l'appréciation de la monnaie nationale. Les dépenses de l'Etat sont passées de 130 milliards à 198 milliards de gourdes en une année. Le déficit sera financé par la création de la monnaie.

Dans une économie comme celle d'Haïti, la croissance des prix va suivre la croissance de la masse monétaire. Et de fait, l'inflation de 27% est très proche des 28% de la croissance monétaire. Le stock de gourdes en circulation est passé de 160 milliards en début d'exercice à 205 milliards de gourdes à la fin. Si vous regardez la variation de 45, elle équivaut pratiquement au financement monétaire de 43 milliards de gourdes. En qui concerne les transactions en Haïti, elles sont de plus en plus indépendantes du PIB. La grande majorité des consommateurs dans le pays sont plus ou moins liés aux transferts directs étrangers que ce soit privés ou publics avec une prépondérance marquée définitivement par les transferts de la diaspora à cause de notre incapacité à attirer les investissements directs étrangers. Le gouvernement a pris arbitrairement, à partir de politiques très volontaristes de la BRH d'infléchir le taux de change. Pourtant, toutes les productions haïtiennes sont, de fait, en compétition avec l'étranger que ce soit dans la substitution aux importations, dans les domaines de la culture, du tourisme ou dans l'agriculture, tous ces secteurs se retrouvent avec un prix de vente quasiment réduit de moitié.

Que ce soit une institution touristique qui vend ses services ou encore une entreprise qui vend ses produits agricoles, nous sommes en compétition avec l'étranger. Pour mieux illustrer cette situation : « Toute la production haïtienne va être envahie par des produits dominicains moins chers. Il faut vite comprendre que la République dominicaine n'a pas connu d'appréciation de sa monnaie. Elle était déjà plus compétitive qu'Haïti dans un très grand nombre de secteurs, de produits », a expliqué notre analyste qui a requis l'anonymat. Comme si les crises politiques n'étaient pas suffisamment aggravantes, l'Etat haïtien ne trouve pas de

meilleures décisions à prendre que de faire baisser le taux de change. D'où une baisse des prix de l'importation qui s'ensuit également.

Le riz importé qui est un produit très consommé en Haïti peut être pris en exemple. Son prix a baissé de moitié. Il sera impossible de concurrencer un tel produit sur le marché local. « Les productions agricoles d'Haïti vont subir à coup sûr un choc concurrentiel très important. Que ce soit dans l'agriculture ou le tourisme déjà sapé par les effets ravageurs de (Peyi lòk), les manifestations violentes à répétition et de Covid-19 », a fait remarquer notre interlocuteur. La Compagnie de développement industriel (Codevi), qui a créé 14 000 emplois, prévoit de fermer ses portes

dans trois semaines et les 35 000 emplois des Coréens à Caracol ou ailleurs sont désormais menacés. Comme le tourisme haïtien souffre du rachitisme, peut-être que cette nouvelle crise aura de moindres conséquences dans le secteur.

« Le budget de l'Etat haïtien est parfaitement insoutenable avec un taux de change entre 60 et 70 gourdes pour un dollar américain, comme c'est le cas actuellement (mi-octobre 2020) », a déclaré notre spécialiste qui connaît aussi les soubresauts de l'administration publique. Pour lui, l'équation que tout le monde applique en ce qui a trait à la théorie quantitative de la monnaie ne change pas ($MV = PT$). Cela explique l'inflation et les mouvements de change à partir de la création monétaire.



Cité administrative. Photo crédit: Jean Brandy

Budget, appréciation de la gourde, Croissance, perte d'emplois, Wayne Camard nous livre ses analyses



Wayne Camard

L'appréciation de la gourde par rapport au dollar américain, principale monnaie refuge en Haïti, n'en finit pas de semer l'inquiétude au sein du secteur productif et exportateur de l'économie qui agite le spectre de la perte d'emplois massifs, surtout dans la sous-traitance textile. C'est dans ce contexte inquiétant qu'un nouveau budget, celui de l'exercice 2020-2021, est entré en application le 1er octobre dernier, suscitant à la fois des doutes et des appréhensions. Ancien représentant du Fonds Monétaire International en Haïti, Wayne Camard, qui garde encore un œil rivé sur l'actualité socioéconomique du pays, s'est confié à l'équipe de DevHaiti.

Pensez-vous que la loi de finances publiée récemment par les autorités haïtiennes peut favoriser la croissance économique et aider à stabiliser le taux de change et par-dessus tout faire baisser les tensions sociopolitiques jusque-là préjudiciables à l'économie ?

La loi des finances 2021 n'est pas surprenante quand on prend en compte la conjoncture économique et sociale du pays. Néanmoins, il faut constater certains points faibles de cette loi. L'augmentation

programmée des recettes de l'état, de 55% entre 2019-2020 et 2020-2021, n'est pas crédible. Et si les régies financières n'atteignent leurs objectifs pour les recettes, il faudra choisir entre une réduction de dépenses en année électorale ou, plus probablement, un financement monétaire plus grand que prévu, et puis un taux d'inflation supérieure aux 18% que sous-tend le budget. On ne peut jamais stabiliser grand-chose dans un environnement où la planche à billets tourne si rapidement.

En quoi des recommandations d'institutions comme la banque ou le FMI peuvent-elles aider dans la crise haïtienne avec une monnaie locale qui tend à s'apprécier chaque jour davantage ?

L'appréciation quotidienne n'est pas qu'un phénomène transitoire. L'utilité des conseils des organisations internationales est qu'ils ont presque tout vu, dans un pays ou dans un autre. La tâche difficile maintenant sera de trouver le taux de change qui freinera les importations et qui maintiendra la viabilité des industries haïtiennes sans une chute trop soudaine et trop néfaste. Mais là, les institutions n'ont pas tellement d'expérience dans la gestion quotidienne et je crains qu'un moment très difficile à cet égard ne soit pas très loin.

Dans les rues de Port-au-Prince et des villes de province on ne parle que des effets bénéfiques de l'appréciation de la gourde par rapport aux principales monnaies refuge, en particulier face au dollar américain, y aurait-il un danger en perspectives ?

D'abord, ce n'est pas ce qu'on dit dans toutes les rues. Ceux qui vivent des transferts de la diaspora, qui ont vu une baisse de 50% dans la valeur de ce qu'ils reçoivent, doivent parler autrement. Et bientôt tous ceux qui produisent quelque chose qui pourrait être concurrencé par un produit importé, vont se taire quand ils n'arrivent plus à vendre leurs produits à un prix juste.

Les autorités haïtiennes sont-elles, selon vous, assez respectueuses des normes internationales en matière d'application de politique monétaire, de politique fiscale et douanière et de développement du commerce ?

Nous sommes dans un moment très particulier avec la Covid-19, et les gouvernements et les banques centrales sont en train de faire beaucoup de chose que l'on n'a jamais vu auparavant. Donc j'hésite à parler de normes. Or, une des réussites de l'économie moderne est que la déflation, qui a fait beaucoup de mal pendant des siècles jusque dans les années 30, peut être évitée aujourd'hui (mais le cas du Japon illustre qu'il faut être vigilant). Quand un pays essaie de faire ce que tous les autres pays essaient d'éviter (la déflation), il faut qu'on s'interroge sur le bien-fondé de la politique. Certes, avec la discipline on peut faire baisser les prix, mais avec un coût de transition très élevé.

Plusieurs voix du secteur de la sous-traitance textile notamment sont récemment montées au créneau pour dénoncer les effets néfastes de l'appréciation soudaine de la gourde sur leurs activités ainsi que leurs coûts d'opérations. Le gouvernement promet de poursuivre

les séances de travail pour parvenir à une solution pouvant aider le secteur à sauvegarder ses emplois. Quelles sont selon vous les solutions médianes pouvant satisfaire les deux parties qui pourraient être adoptées dans les plus brefs délais afin d'éviter le pire ?

Ces voix se sont levées particulièrement du secteur de la sous-traitance parce que c'est un secteur qui peut, de manière crédible, menacer de fermer ses portes et aller ailleurs. Mais toutes les industries d'Haïti sont menacées par la politique de la gourde forte. Tous les produits importés sont aujourd'hui à moitié prix par rapport au mois d'août. Les producteurs, agricoles comme industriels, qui ne peuvent pas réduire leurs coûts de moitié, (et personne ne parle d'une réduction du prix de main d'œuvre, c'est à dire les salaires), sont à haut risque. Des solutions pourraient apparaître pour le secteur de la sous-traitance, mais ceci ne représente qu'une partie du danger. Le grand risque est qu'une affluence de produits importés agricoles et industriels à moitié prix met en faillite les secteurs productifs de l'économie haïtienne. Ce qu'il faut craindre.

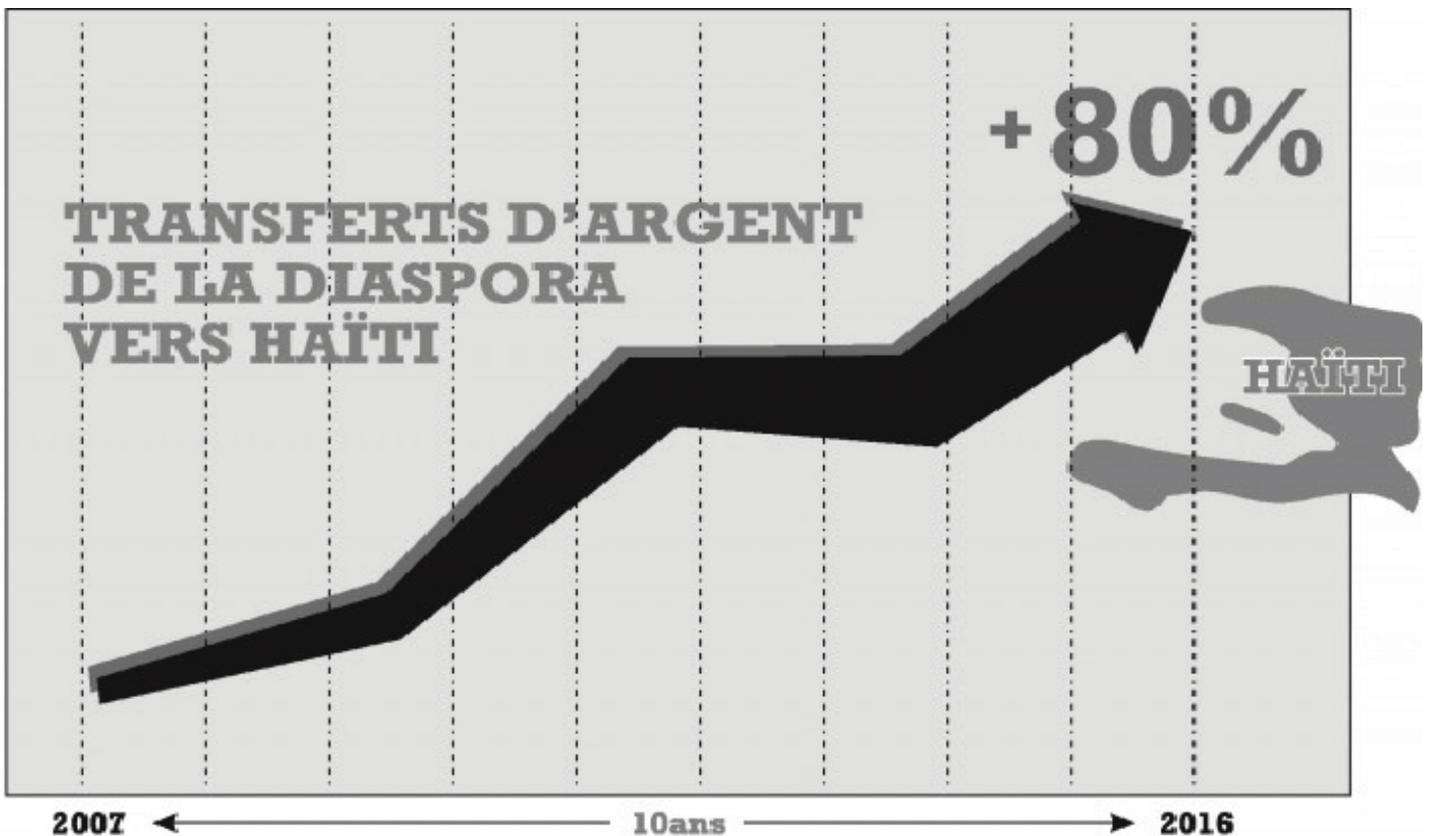


Photo crédit: Le Nouvelliste

7 faits que vous ne connaissiez pas sur les envois de fonds des migrants

En Haïti, les envois de fonds des migrants sont communément appelés « transferts de la diaspora ». Peu importe leur appellation, ces contributions souvent petites – mais avec un impact majeur sur le développement durable – détiennent un réel pouvoir transformateur. Au moment de présenter ces 7 faits que vous ignoriez sans doute sur l'argent qu'envoient les travailleurs migrants dans le monde à leurs proches, sachez qu'Haïti a reçu environ 20 milliards de dollars de transferts de la diaspora sur la dernière décennie soit le quintuple par rapport à la précédente (2000-2009) où ils n'avaient atteint que 4,6 milliards de dollars.

1. Environ une personne sur neuf dans le monde est soutenue par envois des fonds

Un milliard de personnes environ dans le monde – soit une personne sur sept – sont impliquées dans les envois de fonds, que ce soit en les envoyant ou en les recevant. 800 millions de personnes environ dans le monde – soit une personne sur neuf – sont bénéficiaires de ces flux d'argent envoyés par les membres de leur famille ayant émigré pour trouver du travail.

2. Les envois de fonds des migrants ne représentent que 15% de ce qu'ils gagnent

En moyenne, les travailleurs migrants envoient entre 200 et 300 dollars américains chez eux tous les deux mois. Contrairement à la croyance populaire, cela ne représente que 15% de ce qu'ils gagnent : les autres 85% restent dans les pays où ils gagnent réellement de l'argent, et est réinséré dans l'économie locale ou épargné.

3. Les envois de fonds coûtent chers

Ces transferts d'argent internationaux ont tendance à être coûteux : en moyenne, à l'échelle mondiale, les conversions de devises et les frais s'élèvent à 7% du total des montants envoyés. Pour s'assurer que les fonds peuvent être utilisés à de meilleures fins, les pays visent, à travers l'Objectif de développement durable (ODD) 10.C, à « réduire à moins de 3% les coûts de transaction des envois de fonds des migrants et éliminer les couloirs d'envoi de fonds dont les coûts cent d'ici 2030 ».

4. L'argent reçu est essentiel pour aider des millions de personnes à sortir de la pauvreté

Bien que l'argent envoyé ne représente que 15% de l'argent gagné par les migrants dans les pays d'accueil, il représente souvent une part importante du revenu total d'un ménage dans les pays d'origine (environ 60% du revenu familial) et, à ce titre, représente une bouée

de sauvetage pour des millions de familles. On estime que les trois quarts des envois de fonds sont utilisés pour couvrir des besoins essentiels : nourriture, frais médicaux, de scolarité ou de logement. De plus, en période de crise, les travailleurs migrants ont tendance à envoyer plus d'argent chez eux pour couvrir les pertes de récoltes ou les urgences familiales.

5. Les envois de fonds peuvent contribuer à atteindre au moins sept des 17 ODD

Lorsque les migrants envoient de l'argent chez eux, ils contribuent à plusieurs des objectifs fixés dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030. En particulier : ODD 1, Pas de pauvreté ; ODD 2, Faim zéro ; ODD 3, bonne santé et bien-être ; ODD 4, Éducation de qualité ; ODD 6, Eau propre et assainissement ; ODD 8, Travail décent et croissance économique ; et ODD 10, Réduction des inégalités.

6. La moitié de l'argent envoyé va directement aux zones rurales, où vivent les plus pauvres du monde

Environ la moitié des envois de fonds dans le monde sont destinés aux zones rurales, où vivent les trois quarts des pauvres et des personnes souffrant d'insécurité alimentaire dans le monde. On estime qu'à l'échelle mondiale, les flux cumulés vers les zones rurales au cours des cinq prochaines années atteindront 1 billion de dollars.

7. Ils sont trois fois plus importants que l'aide internationale

Les envois de fonds sont une source privée de capitaux qui représente plus de trois fois le montant de l'aide publique au développement (APD) et de l'investissement direct étranger (IDE) réunis. En 2018, plus de 200 millions de travailleurs migrants ont renvoyé 689 milliards de dollars chez eux vers des pays dépendants des envois de fonds, dont 529 milliards de dollars sont allés aux pays en développement.

L'appréciation de la gourde permet-elle d'améliorer le pouvoir d'achat des Haïtiens ?

Nous publions ci-après la première partie de cet article de l'économiste James Louis établissant le rapport en appréciation de la gourde et pouvoir d'achat.



*LOUIS James, Economiste : spécialiste en intelligence économique et stratégie de développement
Ingénierie de projet spécialiste en suivi-évaluation
Chargé de cours à l'Université d'Etat d'Haïti
Membre AJEHDD*

Depuis tantôt un mois l'appréciation de la monnaie locale fait bonne presse, cependant les avis se divergent quant à la question de trouver et d'identifier les mécanismes qui ont contribué à cette appréciation brusque et spectaculaire du taux de change en Haïti. S'il est vrai que les opinions diffèrent entre les spécialistes de l'économie et de la politique, les non-initiés pour leur part voient cette appréciation comme une action politique. En l'espace de 60 ans la monnaie nationale a connu une très forte augmentation. Pour l'ensemble de la période 1960-2020, on enregistre une moyenne annuelle de 19,67%. Le changement enregistré entre la première et la dernière année est de 1676 %. C'est en 2019 qu'on enregistre la valeur la plus élevée (88,81%) et c'est en 1983 qu'on enregistre la valeur la plus basse.

Depuis l'adoption du système de change flottant dans les années 1990 et 1991, la monnaie nationale a connu une dépréciation accélérée face au dollar américain.

En effet, le taux de change est passé de 7.5250 en Avril 1991 à 47.3801 en Avril 2015, soit un taux de dépréciation de plus de 430% en rythme annuel, par rapport au dollar sur une période 24 années. Aujourd'hui la gourde connaît une appréciation de plus de 50%, s'agit-il d'un effet papillon ou du moins un effet éclair ? Notre objectif dans ces lignes, au-delà des intérêts et des débats que cela suscite dans le monde des affaires, est d'analyser ces effets sur le panier de la ménagère dans une approche théorique et empirique afin d'alimenter les réflexions.

En dépit du flottement des grandes monnaies du monde, la question de l'opportunité d'une dépréciation reste d'actualité pour de nombreuses économies, notamment dans les pays où les taux de change fluctuent, et où on observe parfois des mécanismes d'ajustement structurel dont l'objectif est de bénéficier de programmes de relance ou d'appui budgétaire. La mise en place des attributs d'une émergence économique en Haïti, requiert de la volonté politique, mais également un pacte économique assorti d'une croissance économique durable, ce qui renvoie à un ensemble de questions touchant en particulier la politique de change, la politique budgétaire, et l'investissement en Haïti. Les réformes des éléments précités doivent induire des évolutions positives en passant d'un système de change flottant à un système de change fixe en mettant en place des mécanismes pour une économie forte, solide et source de compétitivité.

La fin des années 1990 a été accompagnée par une libéralisation avancée visant à conférer à la politique de change un rôle plus actif. A partir des années 2000, une politique de prudence en matière de change est devenue la préoccupation des autorités monétaires dans un contexte national difficile et d'instabilité politique accrue de plus en plus inquiétant. L'objectif de toute politique devrait être la recherche de la compétitivité de l'économie et la stabilisation du taux de change dans un contexte marqué par la mondialisation et

la globalisation financière entre les États. Pour cela, les autorités monétaires doivent renforcer la gourde comme ce fut le cas dans les années 1919 avec un dollar pour 5 gourdes. Dans le contexte actuel, les citoyens comme les politiques n'arrivent pas à comprendre comment la gourde s'est appréciée en deux mois environ. Deux grandes questions se posent. Est-ce qu'une telle appréciation a été faite autour d'une trajectoire d'équilibre selon la théorie classique de la balance des paiements ? Quels sont les déterminants fondamentaux du taux de change réel d'équilibre en Haïti ?

Cet article se propose d'étudier la dynamique à long terme du taux de change réel en fonction de ses principales variables explicatives dans le but de détonner de l'efficacité de la politique de change en Haïti. En fait, ce sujet regagne de l'importance à cette heure. Alors que la République d'Haïti espère rebondir économiquement et améliorer le pouvoir d'achat, il est enthousiasmant et utile d'analyser l'évolution et les déterminants structurels de son taux de change réel, en s'appuyant sur la théorie de la parité du pouvoir d'achat. Avant d'aller plus loin dans cette réflexion, il convient d'apporter une clarification conceptuelle du taux de change.

La littérature économique définit le taux de change comme la valeur d'une monnaie par rapport à une autre monnaie. Il s'agit du taux de conversion d'une monnaie dans une autre monnaie, on parle de parité d'une monnaie. Au regard de la clarification conceptuelle, l'objectif de l'appréciation de la monnaie devrait permettre d'améliorer la compétitivité globale de l'économie et le pouvoir d'achat des consommateurs. La stabilisation de la monnaie nationale est souvent considérée comme un indicateur et une variable clé de la compétitivité des économies et une condition essentielle de leur enchâssement réussi dans la sphère économique internationale dans un contexte de globalisation financière corollaire de l'hyper concurrence. Défini comme le prix relatif mesurant la valeur relative de paniers de biens nationaux et internationaux, le niveau et la stabilité du taux de change réel d'équilibre sont des éléments cruciaux dans le processus de raccord du cadre macroéconomique et par voie de conséquence dans la performance économique en général. En effet, la sous-évaluation du taux de change

désaligne les mécanismes de la compétitivité prix de l'économie en attendant la relance globale de l'économie par les dépenses publiques dans les grands travaux d'infrastructures en vue d'améliorer l'innovation, ce qui permettra de renouer avec la compétitivité hors prix et de compenser la compétitivité prix. On distingue en général deux cas. Lorsque la monnaie nationale est surévaluée, le pays risque d'avoir un déficit insoutenable de son compte courant, une augmentation de sa dette extérieure et une exposition possible aux attaques spéculatives. Au contraire, un taux de change réel compétitif est un bon signe pour l'économie puisqu'il permet d'influencer l'allocation intertemporelle et les facteurs de production à moyen et long terme, ce qui explique que les investisseurs et les compagnies du secteur textile n'ont pas besoin de s'alarmer suite à une appréciation de la monnaie locale, puisque à court et à long terme la stabilisation du taux de change permettra un rattrapage économique afin d'améliorer les décisions d'investissements et d'épargne. Dans ce contexte, l'analyse du comportement du taux de change réel a fait l'objet de nombreuses études dont on peut citer à titre d'exemple celles, Macdonald et Wójcik (2004)). En fait à partir des années 2004, les économistes se sont mis d'accord sur le principe de l'alignement correct du taux de change réel et sa stabilité en tant que l'un des facteurs déterminants dans le processus de développement des économies. Pour Williamson 1996, aucun processus économique ne saurait être durable si on n'arrive pas à stabiliser le taux de change. Ce constat reprend de l'importance chaque fois que l'on parle des préalables de la relance économique. Il s'impose aussi en tant que nécessité irrévocable et comme fondamentaux pour les économies en voie de développement entamant leur processus d'émergence comme Haïti et d'autres pays africains, afin d'évaluer le niveau d'équilibre de leur change et éviter les déviations et les biais de compétitivité. En analysant l'appréciation de la monnaie locale et les déterminants du taux de change réel, certaines théories économiques, qui insistent sur les conditions d'arbitrage entre le court-terme et la convergence économique, comme le souligne Rogoff (1983), me viennent à l'esprit. D'autres études et réflexions portant sur les relations d'équilibre de long terme ont abouti à un consensus sur le fait qu'à moyen et à long terme le taux de change réel peut être, en grande partie, expliqué par des fondamentaux de l'économie.

L'appréciation de la trajectoire du taux de change en moins de deux mois peut être analysée selon deux approches distinctes. Une approche dite fondamentale attribuée à Williamson (1983, 1994) met l'accent sur la politique économique et les fondamentaux de l'économie. La deuxième approche, dite comportementale a été développée en particulier par Clark et MacDonald (1998). Cette approche veut expliquer de façon empirique l'évolution de long terme du taux de change d'équilibre et ne s'attache pas à trouver les fondements théoriques. Son application s'inscrit dans une optique purement pratique et exploratoire ce qui nous permettra d'analyser le taux de change en nous basant sur les observations. C'est pour cette raison, qu'il est intéressant de l'appliquer au cas de la République d'Haïti étant donné que notre objectif principal est de relever les fondamentaux macroéconomiques susceptibles de générer la trajectoire du taux de change réel à long terme et sa stabilisation.

Dans cette partie, nous exposons l'approche que nous avons empruntée pour essayer de déterminer l'impact de l'appréciation de la monnaie sur le pouvoir d'achat des consommateurs et estimer le taux de change réel d'équilibre. A cet effet deux approches nous permettent d'apprécier le taux de change. La première est dite de la parité des pouvoirs d'achat, elle dépend du taux de change des prix relatifs des biens et services entre pays, dans ce cas de figure nous allons faire l'analyse en nous référant à la République Dominicaine et les USA. Cette approche est formalisée par Cassel dans les années 1910, la PPA va ensuite trouver toute sa performance avec Navarro puis avec Davide Ricardo et Hume. En se basant sur cette théorie, la PPA s'explique par le pouvoir d'achat d'une unité de monnaie nationale, c'est-à-dire la quantité d'un bien et service qu'elle permet d'acquérir est identique sur le marché domestique et à l'étranger. Sachant que le pouvoir d'achat d'une unité monétaire est égal à l'inverse du niveau général des prix dans le pays domestique (Haïti), on en déduit de toute évidence que le taux de change est celui qui égalise le niveau général de prix. Par exemple, un réfrigérateur qui vaut 21 000 gourdes en Haïti et 20 000 pesos en RD le taux de change de PPA de la gourde vis-à-vis du peso (cotation à l'incertain de la gourde) sera donc de $1 \text{ HT} = 21\,000 / 20\,000 = 1.05$. La parité du pouvoir d'achat équivaut à un taux de change réel égal à une gourde zéro cinq pour un peso.

Dans la forme la plus probante, la PPA en version relative stipule que le taux de variation du taux de change entre deux pays doit compenser le différentiel d'inflation entre ces deux pays. Dans le cas de l'exemple pris précédemment, si le taux d'inflation de la République Dominicaine est de 4.8% selon les données publiées par la Banque centrale Dominicaine en Aout 2020 et de 25% en Haïti, la gourde doit s'apprécier de 20.2%, c'est-à-dire le taux de change réel ne doit pas varier, un consommateur aura besoin de plus d'argent pour se procurer des biens et services, il aura intérêt à se procurer des biens et services sur le marchés Dominicains pour respecter la parité du pouvoir d'achat, car le taux de change réel ne doit pas varier sur le marché des changes.

En se référant à la théorie de la parité du pouvoir d'achat, on a constaté qu'il y avait pendant ces derniers mois, un certain déséquilibre sur le marché des changes qui n'avait pas pour cause les fondamentaux de l'économie, mais la bulle spéculative. Cette appréciation que nous avons connue est liée à des éléments fondamentaux tels que :

Les sanctions de la BRH concernant certaines banques
La persuasion morale
Le non financement par l'accumulation des arriérés

Au regard de tout ce que nous avons avancé, il est important de rappeler que la parité du pouvoir d'achat est une relation d'équilibre, qui met en présence la double relation causale entre prix des biens et services, et taux de change - car les prix agissent sur le taux de change- tout en tenant compte des effets de variation du taux de change sur les prix donc une relation de bivalence (effet inflationniste de la dépréciation). Selon l'approche de Balassa-Samuelson le taux de change réel n'est pas constant sur le long terme, il se pourrait que des facteurs exogènes puissent amener à une appréciation de la monnaie étrangère, car il existe une certaine distorsion dans la PPA et les gains de productivité, dans un pays en voie de rattrapage comme Haïti, la relance de la demande globale à travers des dépenses publiques permettra d'investir dans des secteurs porteurs de biens échangeables et non croissance et dans échangeables. Dès lors le rééquilibre de la balance des paiements implique une

modification de la structure interne des prix au bénéfice des activités de production de biens et de services qui font l'objet du commerce international, appelés « biens internationaux », dont le prix relatif doit s'accroître, au détriment des activités de

production de biens et services ne faisant pas l'objet du commerce international, dits « biens domestiques », dont le prix relatif doit diminuer. (Nous publions le reste du texte au prochain numéro)

COVID-19 : 150 millions de personnes supplémentaires dans l'extrême pauvreté d'ici 2021

Huit « nouveaux pauvres » sur dix se trouveront dans des pays à revenu intermédiaire

Pour la première fois depuis plus de vingt ans, le taux mondial d'extrême pauvreté devrait augmenter en 2020, prévoit la Banque mondiale, en mettant en lumière les conséquences aggravantes de la pandémie de coronavirus (COVID-19) sur la réduction de la pauvreté, déjà freinée par les conflits et le changement climatique.

Selon le rapport bisannuel sur la pauvreté et la prospérité partagée publié le 7 octobre 2020 par la Banque mondiale, la pandémie risque d'entraîner entre 88 et 115 millions de personnes supplémentaires dans l'extrême pauvreté cette année et jusqu'à 150 millions d'ici à 2021, en fonction de la gravité de la récession économique. L'extrême pauvreté, dont le seuil est fixé à moins de 1,90 dollar par jour, devrait ainsi toucher entre 9,1 % et 9,4 % de la population mondiale en 2020, soit un retour en arrière de l'ordre du taux de 9,2 % enregistré en 2017. Sans les bouleversements induits par la pandémie à travers le monde, ce chiffre aurait dû tomber à 7,9 % en 2020.

« La pandémie et la récession mondiale qui l'accompagne vont faire basculer plus de 1 % de la population mondiale dans l'extrême pauvreté, souligne le président du Groupe de la Banque mondiale David Malpass. Afin de remédier à un recul qui nuit gravement aux progrès du développement et à la réduction de la pauvreté, les pays devront se préparer à une nouvelle économie dans l'après-COVID, en faisant en sorte d'orienter les capitaux, la main-d'œuvre, les compétences et l'innovation vers de nouveaux secteurs

d'activité et de nouvelles entreprises. À travers la BIRD, l'IDA, IFC et la MIGA, le soutien du Groupe de la Banque mondiale aidera les pays à renouer avec la croissance et à faire face aux conséquences sanitaires, sociales et économiques de la pandémie tout en œuvrant à un redressement durable et sans exclus. »

Une grande partie des « nouveaux pauvres » sera concentrée dans des pays qui connaissent déjà des taux de pauvreté élevés, et 82 % vivront dans des pays à revenu intermédiaire qui verront pour certains un nombre considérable de leurs habitants passer sous le seuil de l'extrême pauvreté. En l'absence de mesures rapides, significatives et solides, la conjonction de la pandémie de COVID-19 et du poids des conflits et des dérèglements climatiques mettra hors de portée l'objectif visant à mettre fin à la pauvreté d'ici 2030, indique la Banque mondiale, qui prévoit un taux mondial de pauvreté pouvant atteindre environ 7 % à cette échéance.

Les projections indiquent par ailleurs que les citoyens seront de plus en plus nombreux à basculer dans l'extrême pauvreté, alors que celle-ci touche traditionnellement les populations des zones rurales.

Les progrès dans la réduction de la pauvreté avaient déjà marqué le pas avant la crise du coronavirus. Les nouvelles données actualisées pour 2017 montrent que 52 millions de personnes ont pu sortir de la pauvreté entre 2015 et 2017. Pourtant, malgré cette avancée, le rythme de la baisse s'est ralenti pendant

cette période, pour tomber à moins d'un demi-point de pourcentage par an, contre une baisse annuelle du taux de pauvreté mondial d'un point de pourcentage entre 1990 et 2015.

Pour mesurer la pauvreté, la Banque utilise le seuil international de 1,90 dollar par jour, mais aussi deux autres indicateurs, fixés à 3,20 et 5,50 dollars, qui reflètent respectivement les seuils de pauvreté nationaux dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure et supérieure. Le rapport analyse en outre la pauvreté sous un prisme multidimensionnel qui prend en compte l'accès à l'éducation et aux infrastructures de base.

Si moins d'un dixième de la population mondiale vit avec moins de 1,90 dollar par jour, près d'un quart est en dessous du seuil de 3,20 dollars et plus de 40 % de la population, soit près de 3,3 milliards de personnes, vivent avec moins de 5,50 dollars par jour.

La crise provoquée par la pandémie de COVID-19 entraîne aussi un recul de la prospérité partagée, définie comme l'augmentation du revenu des 40 % des habitants les plus pauvres d'un pays. Les données mettent en évidence une stagnation, voire une contraction du niveau moyen mondial de la prospérité partagée au cours de la période 2019-2021 en raison de la moindre croissance des revenus moyens. En outre, la décélération de l'activité économique aggravée par la pandémie frappera probablement plus durement les

plus pauvres, ce qui pourrait se traduire par des indicateurs de prospérité partagée encore plus faibles dans les années à venir.

La perspective d'une croissance moins inclusive est un net renversement des tendances qui prévalaient jusqu'à présent. La prospérité partagée a augmenté dans 74 des 91 économies pour lesquelles des données étaient disponibles au cours de la période 2012-2017, signe que la croissance était inclusive et que le revenu des 40 % les plus pauvres de la population avait progressé. Dans 53 de ces pays, la croissance a davantage profité aux plus pauvres qu'à l'ensemble de la population. La croissance des revenus des 40 % les plus pauvres s'est établie à 2,3 % pour la période 2012-2017. En l'absence de mesures pour y remédier, la crise du coronavirus risque de déclencher un cycle d'appauvrissement alimenté par la hausse des inégalités de revenu, la baisse de la mobilité sociale dans la population vulnérable et le déclin de la résilience aux chocs futurs.

Le nouveau rapport de la Banque mondiale appelle à une action collective pour que des années de progrès dans la réduction de la pauvreté ne soient pas effacées. Il souligne en outre que les efforts de lutte contre la pauvreté causée par la pandémie sont exposés à des menaces qui ont un impact disproportionné sur les pauvres de la planète, à savoir en particulier les conflits et le changement climatique.



Marché de produits alimentaires. Photo crédit: Le Nouvelliste

Transferts : la circulaire 114-2 de la BRH en vigueur depuis le 1er octobre

La circulaire 114-2 de la Banque de la République d'Haïti (BRH) relative aux transferts de fonds internationaux sans contrepartie, publiée en date du 18 septembre 2020, est entrée en vigueur le 1er octobre 2020. Ladite circulaire, qui a notamment pour mission d'offrir la possibilité de formalisation à une catégorie d'agents évoluant jusqu'ici en dehors de la réglementation, exige que les paiements en gourdes se fassent au taux de référence du jour de la réception des fonds par le bénéficiaire. En signe de protestation, l'Union nationale des sous-agents de transferts d'Haïti (UNATHA) a annoncé dès le 27 septembre 2020 la fermeture des bureaux de transferts sur tout le territoire arguant que la circulaire 114-2 va provoquer la faillite des business de plusieurs milliers de sous-agents de transferts dans le pays.

Un budget de 254,7 milliards de gourdes pour l'exercice 2020-21

Adopté en Conseil des ministres le 30 septembre 2020, l'ensemble des recettes et des dépenses du budget 2020-21, en application depuis le 1er octobre dernier, constitue l'enveloppe globale de 254,7 milliards de gourdes contre un service de la dette représentant 19,3% du budget. Les hypothèses macroéconomiques sur lesquelles table ce budget sont les suivantes : une croissance de PIB de l'ordre de 2,4%, une inflation de fin d'exercice estimée à 18,2% en glissement annuel, des recettes fiscales projetées à 132 milliards de gourdes, une pression fiscale de 8,4% contre 6,5% l'année précédente, des émissions nettes de trésorerie (bons du trésor) à hauteur de 25 milliards de gourdes et un financement de la Banque centrale à hauteur de 37,1 milliards de gourdes. En combinant crédits de fonctionnement et d'investissement, le ministère des travaux publics (MTPTC) hérite d'une enveloppe totale – la part du lion – de 44,15 milliards de gourdes, dont 42,5 milliards de dépenses d'investissement (EDH, travaux publics) liées à l'énergie.

13 milliards de gourdes collectées sur les produits pétroliers

Dans le budget 2020-2021, les recettes à collecter sur les produits pétroliers devraient atteindre 13 milliards de gourdes contre 4,6 milliards de gourdes dans le budget précédant, soit une croissance de plus de 8.3 milliards de gourdes et de 176% en valeur relative. Le budget de l'exercice 2020-2021 a sonné le glas de la subvention pétrolière en Haïti matérialisant la décision du gouvernement de ne plus verser un centime pour stabiliser le prix de l'essence à la pompe. Par ailleurs, la baisse du prix du brut sur le marché international et la forte appréciation de la gourde par rapport au billet vert ont provoqué une très légère baisse des prix de la gazoline et du diesel, passant respectivement de 224 à 201 gourdes et de 179 à 174 gourdes.

Gourde forte : Fernando Capellan inquiet pour les milliers d'emplois du textile

Fernando Capellan, président de Grupo M, propriétaire de la Compagnie de développement industriel (CODEVI), estime que 25 mille emplois – sur les 55 mille en tout du secteur – seront perdus avant décembre si la gourde reste telle quelle dans les 2-3 prochaines semaines. L'homme d'affaires dominicain, pourvoyeur de 14 mille emplois directs au niveau de ses différentes usines à la frontière nord de la République dominicaine, réclame des autorités haïtiennes compétentes une prime de 105 à la rigueur 100 gourdes pour un dollar pour le secteur exportateur et l'industrie locale.

Une délégation d'officiels américains en prospection en Haïti

Adam Boehler, responsable du « Development finance Corporation (DFC) » des Etats-Unis, une organisation pesant 60 milliards de dollars, vient de boucler une visite de prospection en Haïti en compagnie de délégués séniors de six agences américaines à l'issue de laquelle il a évoqué la possibilité d'investir entre 20

et 100 millions de dollars dans le pays. Lors d'une conférence de presse le mercredi 14 octobre 2020, Adam Boehler a confié avoir rencontré le secteur privé en Haïti dans le but d'identifier des projets créant des emplois pour augmenter le niveau de revenu de la population du pays avec un focus sur le crédit aux femmes. Le responsable du DFC a aussi eu des discussions avec des banques sur un programme de crédit.

Air Caraïbes annonce la reprise de ses vols Paris-Orly depuis Port-au-Prince

A partir du lundi 26 octobre 2020, Air Caraïbes renouera avec un vol hebdomadaire à destination de Port-au-Prince, annonce un communiqué émanant de la compagnie aérienne en date du 18 septembre 2020. Avec ce vol le lundi, Air Caraïbes, qui opère la desserte d'Haïti depuis plus de 10 ans, reste la seule compagnie à desservir Port-au-Prince en direct depuis Paris-Orly.

60 millions de la Banque mondiale en support à la connectivité numérique en Haïti

Dans un communiqué daté du 9 octobre, le Conseil des administrateurs de la Banque mondiale a approuvé un don de 60 millions de dollars de l'Association internationale de développement (IDA) pour le « Projet d'accélération numérique pour Haïti ». A travers le financement d'un tel projet, la Banque mondiale entend augmenter l'accès aux services à haut débit en Haïti et poser les bases d'une résilience numérique face aux chocs sanitaires, climatiques et économiques. Le manque d'accès à une connexion internet abordable et fiable constitue l'un des principaux obstacles à une croissance inclusive en Haïti où seulement 35 % de la population dispose d'un accès à internet haut débit, informe le communiqué.

Le prix Nobel de la paix 2020 pour le PAM

Le Programme alimentaire mondial (PAM) des Nations Unies, qui fournit une aide alimentaire vitale à des millions de personnes à travers le monde - souvent dans des conditions extrêmement dangereuses et difficiles d'accès - a reçu le prix Nobel de la paix 2020.

L'agence a été reconnue « pour ses efforts de lutte contre la faim, pour sa contribution à l'amélioration des conditions de paix dans les zones touchées par le conflit et pour avoir agi en tant que force motrice pour empêcher l'utilisation de la faim comme arme de guerre et de conflit », a déclaré Berit Reiss-Andersen, président du Comité Nobel norvégien. Basé à Rome, le PAM, créé en 1961, est la plus grande organisation humanitaire au monde. L'année dernière, il a aidé 97 millions de personnes dans 88 pays.

Une dette record de 744 milliards de dollars pour les PMA en 2019

Selon le rapport IDS 2021 (International Debt Statistics), la dette extérieure totale des pays éligibles au DSSI (Initiative de suspension du service de la dette) a grimpé de 9,5% pour atteindre un record de 744 milliards de dollars en 2019 par rapport à l'année précédente, soulignant le besoin urgent pour les créanciers et les emprunteurs de collaborer pour éviter le risque croissant de dette souveraine déclenchées par la pandémie de la COVID-19. Le rythme d'accumulation de la dette de ces pays était près de deux fois supérieur à celui des autres pays à revenu faible ou intermédiaire en 2019. Répondant à un appel de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international, le G20 a approuvé l'(DSSI) en avril 2020 pour aider jusqu'à 73 des pays les plus pauvres à gérer l'impact de la pandémie de COVID-19.

Banque mondiale : 12 milliards de dollars pour les vaccins contre la COVID-19

La Banque mondiale a annoncé l'approbation d'un plan d'aide de 12 milliards de dollars pour garantir aux pays en développement l'accès rapide aux vaccins quand ils seront disponibles. Cette enveloppe servira à « financer l'achat et la distribution de vaccins, de tests et de traitements Covid-19 pour leurs citoyens », a précisé l'institution de Washington dans un communiqué publié en marge des réunions d'automne de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international. Selon elle, cela pourrait permettre de vacciner « jusqu'à un milliard de personnes ». Contrairement à une définition étroite de la dette publique, qui ne tient en général compte que de la dette de l'État,

le système DRS intègre dans la notion de secteur public les entités financières et non financières, constituées ou non, détenues à 100 % par le secteur public, y compris les banques publiques de développement ou les intermédiaires financiers accordant des prêts de long terme mais n'acceptant pas de dépôts en espèces. L'endettement découlant de ces opérations est considéré comme une dette publique.

Sur cette base, le secteur public prêteur est qualifié de « créancier bilatéral ». En plus de l'État, le secteur public recouvre les agences officielles qui accordent des prêts concessionnels, comme l'United States Agency for International Development (USAID), les guichets de financement de tel ou tel ministère, à l'instar du ministère américain de l'agriculture, ou encore les banques spécialisées dans l'import-export ou les agences de crédit à l'exportation, comme l'Export-Import Bank des États-Unis.

Pour plus d'informations sur les concepts et les définitions utilisés afin de quantifier la dette dans le système DRS, consulter la toute dernière édition de la note DRS: What it Measures.

Ce qu'il convient de garder à l'esprit

L'évolution rapide des marchés financiers, la prolifération d'instruments de dette complexes mais aussi la hausse des risques de surendettement soulignent la nécessité d'améliorer la qualité et la transparence des statistiques sur la dette. La qualité des données dépend de plusieurs facteurs, dont la clarté des concepts et des définitions utilisés, l'existence d'un système fonctionnel de notification et de gestion de la dette, une structure organisationnelle efficace et la solidité des compétences. L'équipe de la Banque mondiale en charge des statistiques sur la dette a apporté des améliorations notables aux statistiques des pays clients, grâce au partage d'informations pendant les missions d'évaluation économique sur le terrain mais également en rappelant l'importance des obligations de notification de la dette extérieure. Pour autant, les données sur la dette restent incomplètes, du fait notamment de la sous-notification des obligations des emprunteurs. Cette sous-notification, qui a pour effet de réduire la transparence de la dette, est elle-même souvent la conséquence d'un manque de capacités du pays à collecter ce type d'informations à des fins de

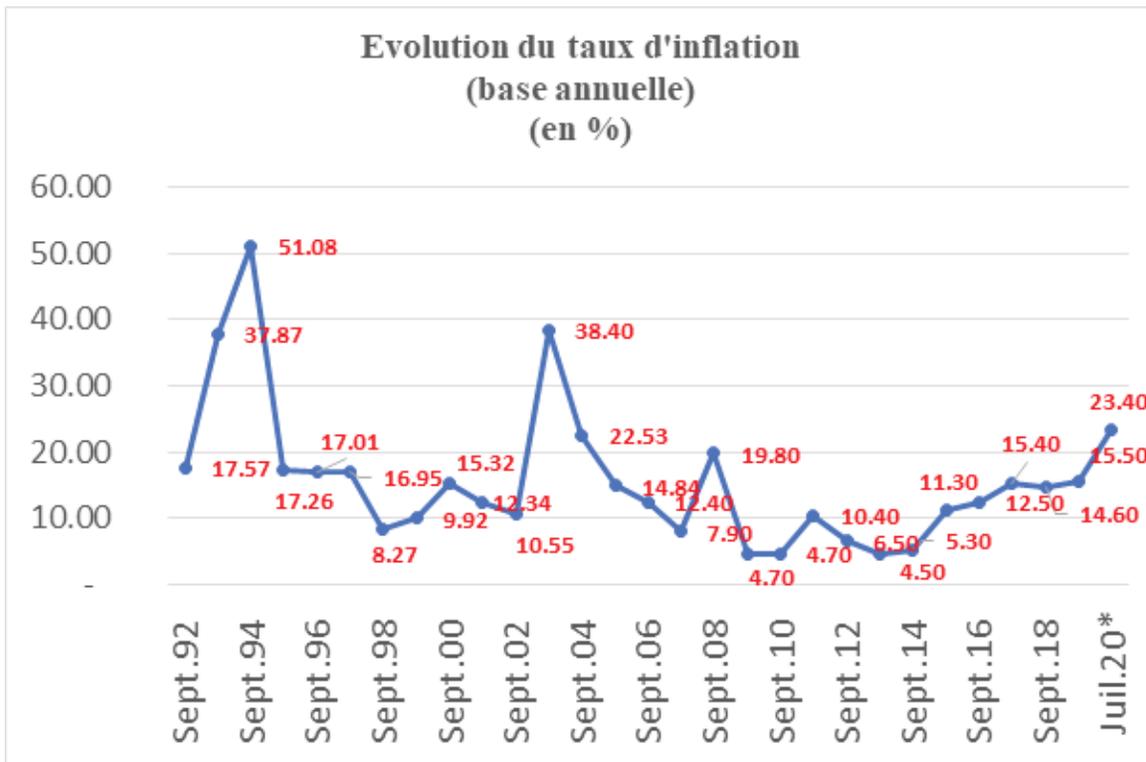
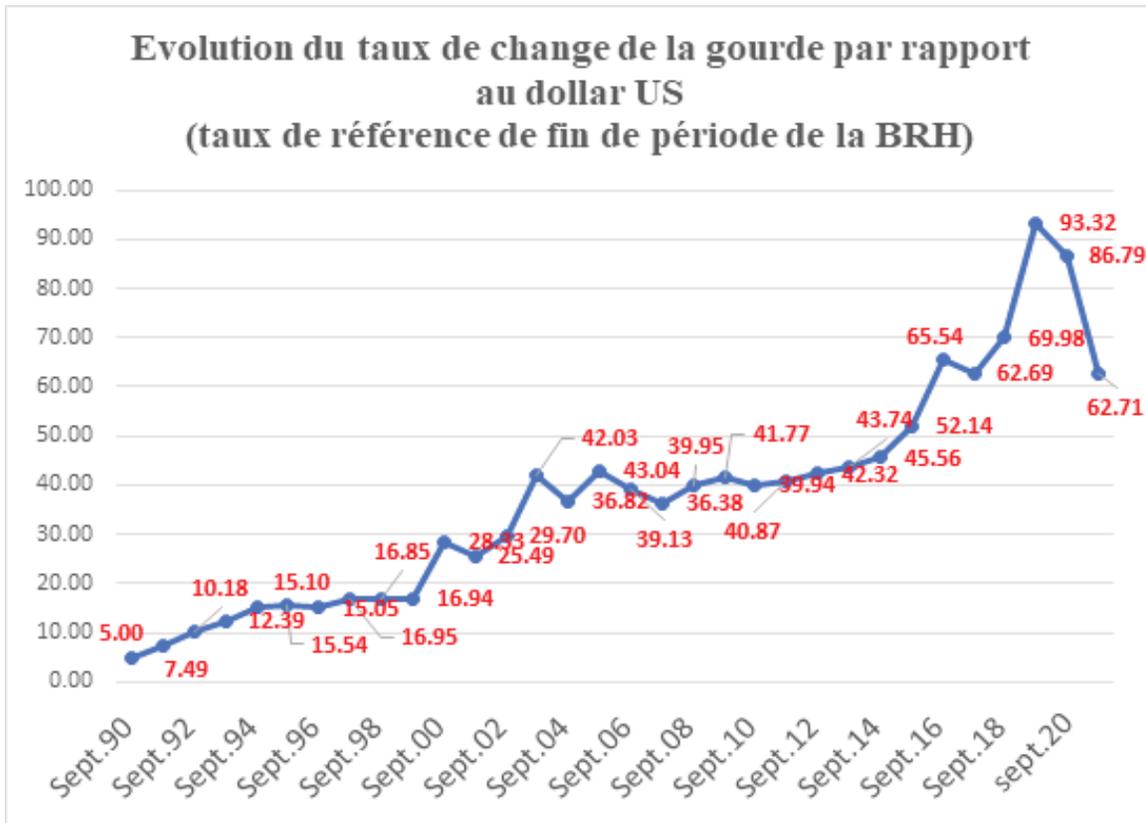
gestion intérieure de leur endettement mais également des limites du cadre juridique. Parallèlement à notre soutien aux initiatives d'allégement de la dette face à la pandémie toujours active de COVID-19, nous continuerons à œuvrer pour combler ces lacunes à travers l'analyse et la réconciliation des données par rapport aux déclarations des créanciers.

Prochaines étapes

Nous nous employons à maximiser toujours plus les retombées positives des informations collectées pendant la crise qui s'annonce, afin de veiller à ce que les analyses de l'endettement reposent sur une comptabilisation aussi fine et complète que possible des encours de la dette publique et des obligations de service de la dette. Nous chercherons également à améliorer la transparence en publiant dans l'édition 2021 des Statistiques sur la dette internationale les profils de données des pays éligibles à l'Initiative de suspension du service de la dette sous leur forme désagrégée pour tous les pays du système DRS. Et, comme toujours, nous nous efforcerons d'améliorer la couverture, la qualité et l'actualité des statistiques sur la dette publique et la dette extérieure. Nous aidons notamment les pays à mieux cerner les instruments de dette, à étendre la couverture des données au-delà des sphères gouvernementales mais aussi à s'atteler aux aspects les plus délicats de la notification de l'endettement — nouvelles conditions de prêts, comptabilisation exacte des prêts/emprunts non conventionnels et complexité accrue des emprunts privés non garantis sur les marchés internationaux. Nous espérons aider ainsi les pays à améliorer la transparence de leurs statistiques d'endettement mais également à prendre en toute connaissance de cause des décisions de prêt et d'emprunt de manière à pouvoir prévenir ou atténuer une éventuelle crise de la dette.

Ce texte a été initialement publié sur le blog de la Banque Mondiale

Notes Infographiques



Source : Loi de Finances/Conception : Group Croissance et AHJEDD

Suivez DEVHaïti sur:



Une production:



Le magazine DevHaïti est produit par Group Croissance, l'Association Haïtienne des Journalistes Économiques pour le Développement Durable (AHJEDD) et Papyrus S.A.
Tous droits réservés.